



L'ÉVEIL OCÉANIEN

Élections provinciales · Nouvelle-Calédonie · 2026

Soigner le présent *Inventer demain*

« *La troisième voie,
comme une évidence.* »



TÊTE DE LISTE

Milakulo Tukumuli

Scrutin du

28 juin 2026

PRÉAMBULE

Le fil du *récit*

Ce programme n'est pas un catalogue de mesures. C'est un récit et comme tout récit, il suit un fil.

Ce fil commence par un **constat** : la Nouvelle-Calédonie est abîmée. Pas seulement par les violences de mai 2024, mais aussi par des années de fragilités accumulées que personne ne voulait regarder en face.

Il continue par un **bilan** : ce que l'Éveil Océanien a accompli, sans attendre, dans des circonstances difficiles. Il débouche sur des **urgences** : cinq dossiers qui ne peuvent pas attendre le début du mandat. Puis sur une **vision à horizon 2031** : ce que nous voulons construire, pilier par pilier. Et enfin sur une **méthode**, parce que la façon dont on gouverne compte autant que ce qu'on gouverne.

En dernière page, avant l'appel final, vous trouverez **cinq engagements courts**. C'est ce que vous pouvez retenir. C'est sur quoi vous pourrez nous juger.

Ce programme s'adresse à toutes celles et tous ceux qui ne se reconnaissent plus dans la logique des blocs non-indépendantistes ou indépendantistes et qui cherchent autre chose : une politique publique sérieuse, une méthode honnête, et un cap clair pour un pays qui en a besoin.

I.	Lettre du candidat	3
II.	Le cap	8
III.	Dire la vérité	9
IV.	Ce qui ne peut pas attendre	12
V.	Reconstruire le pays	19
VI.	Gouverner autrement	24
VII.	Ce que nous portons	28
VIII.	L'appel	29



Lettre du candidat

*Chères Calédoniennes,
Chers Calédoniens,*

Le 13 mai 2024 a marqué la fin d'un monde.

Pendant des décennies, la Nouvelle-Calédonie a été enfermée dans une guerre politique permanente entre indépendantistes et non-indépendantistes. Cette logique des blocs nous a conduits au chaos et les conséquences de cette folie collective sont terribles. Des milliers de Calédoniens ont perdu leur emploi, leur maison, leur entreprise, parfois même l'espoir en leur propre pays au point de devoir le quitter. La pauvreté, les vols alimentaires et la précarité grandissante s'installent durablement. Des entreprises disparaissent chaque semaine, les investisseurs fuient notre territoire, et tout cela se déroule sous nos yeux comme si cette fatalité devait être acceptée.

Mais je veux vous le dire avec force : un autre monde est possible.

Pour changer profondément notre pays, nous soumettons à votre jugement un projet, une méthode et une équipe dont je suis aujourd'hui le candidat. Notre ambition est claire : sortir la Nouvelle-Calédonie de la logique des blocs pour construire une voie nouvelle, capable d'apporter une réponse économique, sociale et politique durable.

Tout commence par une exigence fondamentale : unir notre peuple.

Rejetons le poison du racisme. Arrachons de nos cœurs la haine du Kanak, du Blanc ou de toute autre communauté. Car il n'y aura ni développement économique, ni sécurité, ni avenir commun sans paix sociale. La démocratie participative et les assemblées citoyennes devront être au cœur de cette réconciliation : entre les communautés, entre les Calédoniens et le monde politique, mais aussi entre les institutions et la société civile.

La vérité doit être dite : notre pays est en faillite depuis longtemps. Santé, protection sociale, retraites, énergie, finances publiques : les fragilités existaient bien avant le 13 mai 2024. Cette crise n'a été que le révélateur brutal d'un modèle déjà à l'agonie. Aujourd'hui, la Nouvelle-Calédonie dépend plus que jamais de la solidarité nationale, elle-même fragilisée.

La reconstruction sera difficile. Elle exigera du courage, des réformes et une vision de court, de moyen et de long terme.

Nous proposons d'abord des **mesures d'urgence** : redonner du souffle au pouvoir d'achat grâce à des aménagements temporaires sur la fiscalité et les cotisations sociales, relancer l'économie en soutenant les entreprises afin de recréer de l'emploi, mais aussi rétablir des aides sociales ciblées, efficaces et évaluées.

Dans le même temps, nous mettrons fin au mépris social et à la stigmatisation des plus précaires. Pendant trop longtemps, certains responsables politiques ont servi les intérêts des plus puissants et de la finance pendant que des familles entières sombraient dans la précarité.

*Nous refusons les politiques qui culpabilisent les pauvres au lieu de combattre la pauvreté.
Notre combat n'est pas contre les riches ; il est contre la pauvreté.*

Parce qu'aucun citoyen ne devrait être condamné à vivre indignement dans son propre pays.

Nous engagerons également les grandes réformes économiques et sociales que tous les gouvernements repoussent depuis vingt ans, des réformes construites avec les partenaires sociaux, afin de bâtir un système fiscal et social plus simple, plus lisible, plus juste et soutenable pour notre économie.

Enfin, nous ouvrirons de grands chantiers stratégiques pour préparer l'avenir : le nickel et la diversification économique, les transports, la santé, la jeunesse, l'enseignement, le décrochage scolaire, les violences intrafamiliales, la mobilité, l'aménagement du territoire, l'innovation technologique et la e-administration.

Voilà notre projet : remettre le pays en mouvement au lieu de l'enfermer dans les querelles idéologiques.

Car pendant que les blocs s'affrontent, le pays s'effondre. La vérité, c'est que chaque camp a besoin de l'autre pour survivre politiquement. La peur est devenue leur carburant électoral. Les Législatives de 2024 et les municipales de 2026 l'ont encore démontré. Mais concrètement, qu'a gagné la Nouvelle-Calédonie ? Rien.

Comment en sommes-nous arrivés là ? L'Accord de Nouméa devait permettre de construire un destin commun. Mais après les trois référendums, chaque camp s'est enfermé dans sa propre lecture du résultat. Pour certains, trois « Non » signifient que tout débat doit s'arrêter définitivement. Pour d'autres, l'indépendance reste inévitable quoi qu'il arrive. Et au milieu de cette guerre politique permanente, le pays s'est paralysé.

L'État porte également sa part de responsabilité par son manque de neutralité et son incapacité à recréer l'esprit de dialogue qui avait permis de sortir des Événements.

Pour nous, les Calédoniens ont refusé à trois reprises l'accession à la pleine souveraineté. La Nouvelle-Calédonie reste donc française. Mais cela ne signifie pas que la question de la décolonisation disparaît. La vraie question est ailleurs :

Quelle décolonisation voulons-nous ? Une décolonisation de rupture, de confrontation et de chaos ? Ou une décolonisation de responsabilité, de partage et de destin commun ?

L'autodétermination doit donc continuer à pouvoir s'exprimer dans un cadre de paix, de dialogue et de stabilité.

Depuis la création de notre mouvement en 2019, nous avons refusé de nous réfugier derrière le « Oui » ou le « Non » devenus les murs de notre prison. Depuis sept ans, nous essayons au contraire de bâtir des ponts entre ces blocs. Parce que nous ouvrons ce chemin, nous avons été traités de naïfs, de fous, parfois même d'imbéciles. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui empruntent cette voie. Ce qui compte, c'est que cette voie existe désormais **et qu'elle doit s'élargir**.

Nous appelons donc toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans cette voie à nous rejoindre. Il ne s'agit plus de choisir un camp contre un autre, mais de reconstruire ensemble notre Pays, sur de nouvelles fondations, solides et intelligentes afin d'offrir à nos enfants un avenir paisible et prospère.

*Le 28 juin, ne laissez plus la haine vous envahir,
choisissez la paix !*

Cette troisième voie n'attend que vous, celles et ceux qui refusent la fatalité, qui choisissent la paix plutôt que la haine, la justice plutôt que les privilèges, et le relèvement du pays plutôt que sa division.

CHAPITRE II

Le cap

La lettre du candidat a dit l'essentiel : où nous en sommes, pourquoi nous y sommes, et ce que nous refusons de continuer à accepter. Ce programme, lui, dit ce que nous allons faire.

Il tient en trois convictions, pas des slogans, des engagements qui structurent chaque page qui suit.

1

Pas de redressement économique sans paix sociale.

On ne crée pas d'emplois dans un pays divisé. On n'attire pas d'investisseurs dans un pays qui brûle.

2

Pas de réforme durable sans vérité préalable.

Les fragilités de notre système de santé, de nos retraites, de nos finances publiques existaient avant le 13 mai. Elles ne se régleront pas par des promesses. Elles se régleront par des actes, chiffrés et évalués.

3

Pas de reconstruction sans tout le monde.

Toutes les communautés, toutes les générations, toutes les origines. Un pays qui assume ses identités multiples est un pays apaisé.

Ce programme n'est pas une liste de promesses. C'est une démonstration. Chaque section répond à une question concrète : comment rétablir le filet social, recréer de l'emploi, garantir les retraites, soigner sans endetter, assurer la mobilité et transformer la manière de gouverner.

Notre ambition, au fond, est simple : permettre à chaque Calédonien, quelle que soit son origine, de vivre dignement dans son pays. D'y travailler, d'y élever ses enfants, d'y vieillir en sécurité. C'est ce que nous appelons le **droit au bonheur**. C'est ce que ce programme s'engage à construire.

Nous ne choisissons pas un camp contre un autre.

Nous choisissons la Nouvelle-Calédonie.



CHAPITRE III

Dire la *v*érité

CHAPITRE III

Dire la *vérité*

On ne reconstruit pas sur des illusions. Avant de parler d'avenir, il faut avoir le courage de nommer ce qui s'est cassé et pourquoi.

Le pays a failli

Des familles ont regardé leur maison ou leur commerce brûler. Des Calédoniens n'ont pas pu accéder aux soins dont ils avaient besoin. Des enfants ont vu leur école fermer. Beaucoup ont fait leurs valises, parfois sans savoir s'ils reviendraient.

Les violences de mai 2024 ont infligé au pays le choc le plus brutal de son histoire récente. Les chiffres donnent le vertige :



Sources : ISEE, IEOM, CEROM

Les banques ont prêté deux fois moins. Des milliers de personnes ont quitté le territoire. Mais la vérité oblige à dire que ces blessures ne sont pas nées le 13 mai. Elles existaient avant. Le 13 mai les a rendues visibles, brutalement, de façon irréversible.

Notre **assurance maladie** vivait à crédit depuis des années : un déficit de 14 milliards de XPF par an, une dette cumulée de 27 milliards. L'hôpital public tournait sous pression permanente. Les **retraites des fonctionnaires** étaient en route vers la cessation de paiement, prévue dès 2024. Celles du **secteur privé** manqueront de 7 à 8 milliards en 2026 pour honorer les pensions de 42 000 retraités. Les personnes handicapées et les personnes âgées dépendantes faisaient face à des aides inadaptées, des dossiers perdus, des ruptures de financement pouvant aller jusqu'à six mois.

Le modèle calédonien était fragilisé. Personne ne voulait le dire. Nous allons le réparer.

Ce que nous avons fait

L'Éveil Océanien n'a pas attendu que la crise soit visible pour agir. Nous avons investi les dossiers que les autres repoussaient, souvent avec des portefeuilles réduits ou repris par la majorité non-indépendantiste après notre rupture avec elle en 2020.

Nous avons **sauvé la retraite des fonctionnaires** de la cessation de paiement imminente. Deux réformes courageuses, en août puis en septembre 2024, ont permis un retour à l'équilibre dès la fin de l'année, avec une trésorerie reconstituée de **3,8 milliards XPF** fin 2025.

Nous avons engagé une **réforme structurelle du RUAMM** pour éviter son effondrement. Deux délibérations portées par L'Éveil Océanien au Congrès prévoyaient la fixation de plafonds, l'instauration de taux uniques et la modernisation des dispositifs d'allègement, afin de cadrer les dépenses et d'éviter une rupture de trésorerie. Ces textes prévoyaient des rendements attendus et des mécanismes de financement pour apurer la dette et lancer une trajectoire de redressement. Toutefois, une demande de seconde lecture a été formulée immédiatement après leur examen ; en l'état, rien n'est encore applicable.

Nous avons engagé le **Code de l'habitat** pour protéger les locataires, créé le **premier cadre d'assurance construction** de l'histoire calédonienne, ouvert la filière **chanvre industriel**, modernisé la fonction publique, posé les premières pierres de la **démocratie participative**.

Nous n'avons pas tout réussi. Certains chantiers restent inachevés parce que le contexte était difficile, parce que les crises se sont accumulées, parce que certaines réformes prennent du temps. Mais nous avons tenu notre ligne : faire ce qui est juste, même quand c'est difficile, même quand personne d'autre ne voulait s'en charger.

Ce programme est la suite de ce travail. Avec l'urgence en plus. Et la conviction intacte.



CHAPITRE IV

Ce qui ne peut *pas attendre*

CHAPITRE IV

Ce qui ne peut *pas attendre*

*Il y a des situations où attendre, c'est aggraver. Cinq dossiers exigent une réponse dans les premiers mois du mandat. Pas dans deux ans. **Maintenant.***

- 1 Rétablir le filet social** — aides quotidiennes fragilisées (cantines, bourses, aides médicales, transports, logement), vie chère, dépendance aux importations.
- 2 Laisser respirer ceux qui tiennent encore** — entreprises et ménages en fragilité.
- 3 Garantir les retraites du secteur privé** — 42 000 retraités, 7 à 8 milliards XPF manquants en 2026.
- 4 Refonder notre assurance maladie** — 14 milliards XPF de déficit annuel, 27 milliards de dette.
- 5 Rétablir le droit à la mobilité** — Aircal en redressement, îles isolées.

Pas dans deux ans.

Maintenant.

URGENCE N°1

Rétablir le filet social

Derrière les chiffres de l'effondrement économique, ceux que nous avons nommés sans détour au chapitre précédent, il y a des visages. Des situations que les statistiques ne capturent pas toujours. Une crise humaine, de dignité, qui s'est installée silencieusement avant même mai 2024, et que la crise a transformée en urgence absolue.

Les prix pour les ménages les plus modestes ont augmenté de **2,4 %**, plus du double de l'inflation générale, portés notamment par l'explosion du coût de l'alimentation et des transports en commun, dont les tarifs ont doublé. Des familles font des choix que personne ne devrait avoir à faire : manger ou se soigner, payer le bus ou acheter les fournitures scolaires. Ce ne sont pas des métaphores. Ce sont des réalités vécues chaque semaine, dans nos quartiers, par nos voisins.

La majorité des bénéficiaires de l'aide médicale doivent désormais assumer **20 %** de leurs frais médicaux, contre 10 % auparavant, une décision imposée en pleine crise, sans concertation, et sans considération pour ceux qui ne peuvent tout simplement pas payer. Concrètement, cela signifie que des malades renoncent à se soigner. Que des personnes âgées choisissent entre leur traitement et leur repas.

La crise a entraîné la fermeture des cantines, la réduction des transports scolaires, la baisse des subventions aux associations qui sont pourtant les piliers de notre cohésion sociale. Ce sont des enfants qui ne mangent plus à la cantine. Des quartiers qui perdent leur bus. Des familles livrées à elles-mêmes.

Le collège de Rivière-Salée, situé dans l'un des quartiers populaires de Nouméa, n'a pas rouvert ses portes aux collégiens. Reconverti en annexe de lycée, il symbolise ce que la crise a fait à notre carte scolaire : des choix imposés, des quartiers sacrifiés, des enfants déplacés loin de chez eux. On abandonne ainsi à leur sort des enfants de quartiers déjà fragilisés, ceux-là même que certains préfèrent désigner comme « le vivier des émeutiers » plutôt que comme ce qu'ils sont : des élèves qui méritent une école, un repas chaud, un avenir. Agir de la sorte, c'est confirmer à ces jeunes qu'ils ne comptent pas.

Dans ce vide social qui s'élargit, la rue occupe l'espace. La prostitution, y compris chez des adolescents, s'installe dans des quartiers où les familles ne peuvent plus assurer le minimum. Ce n'est pas une rumeur. C'est la conséquence directe d'un filet social qui se déchire maille par maille, pendant que certains regardent ailleurs.

Face à ce tableau, une partie du paysage politique calédonien continue d'afficher une indifférence qui mérite d'être nommée. Ceux qui ont approuvé les coupes dans les bourses et les cantines, laissé les transports se dégrader sans plan, réduit la prise en charge des plus vulnérables, ont fait un choix, celui de faire porter le coût de la crise par les plus faibles. **Nous faisons le choix inverse.**

NOTRE ENGAGEMENT

Rétablir les bourses scolaires et les aides au transport supprimées, remettre un repas chaud à la portée de toutes les familles, et garantir qu'aucun enfant n'arrive à l'école le ventre vide faute de moyens. Réviser les taxes qui protègent des positions dominantes sans bénéfice pour le consommateur, soutenir la production locale et les circuits courts, et simplifier une fiscalité si complexe qu'elle décourage l'initiative. Rétablir une prise en charge digne pour les bénéficiaires de l'aide médicale, parce que se soigner ne doit pas être un luxe. Déployer, sans attendre, les leviers du **Pacte de refondation** : **8,4 milliards de FCFP** pour la jeunesse et l'insertion, **1,2 milliards de FCFP** pour les urgences sociales de proximité, **24 milliards de FCFP** pour le désenclavement et les transports, parce que l'argent existe. Il faut simplement avoir la volonté de le flécher vers ceux qui en ont besoin.

La résorption de la misère sociale n'est pas un programme électoral. C'est une obligation morale. Et nous l'assumons.

URGENCE N°2**Laisser respirer ceux qui tiennent encore**

Des milliers d'entreprises et de familles restent en grande fragilité. Pour elles, une taxe supplémentaire, même légitime, peut être le coup de trop. **La solidarité, ce n'est pas seulement aider les plus pauvres. C'est aussi ne pas achever ceux qui résistent.**

NOTRE ENGAGEMENT

Instaurer un moratoire temporaire sur les charges sociales et fiscales pour les entreprises sinistrées, accompagner les ménages les plus vulnérables, et activer un fonds d'urgence logement en moins de quinze jours pour prévenir les expulsions.

URGENCE N°3**Garantir les retraites du secteur privé**

42 000 Calédoniens perçoivent leur retraite de la CAFAT chaque mois. Pour beaucoup, c'est leur seule source de revenus. En 2026, les réserves ne suffiront pas à payer les pensions : il manque entre **7 et 8 milliards de XPF**. Si on ne fait rien, ce sont des retraités qui pourraient voir leurs virements ne plus arriver. C'est inacceptable.

NOTRE ENGAGEMENT

Garantir le paiement des retraites dès 2026 grâce au financement exceptionnel prévu avec l'État. Cet appui d'urgence doit éviter une rupture immédiate. Mais il ne suffira pas : nous devons aussi engager les réformes nécessaires pour rétablir durablement l'équilibre du système, avec des règles claires et des efforts équitables.

URGENGE N°4

Refonder notre assurance maladie

Se soigner ne devrait jamais être un privilège. En Nouvelle-Calédonie, l'assurance maladie est un droit commun : le RUAMM protège salariés, indépendants, retraités, familles, jeunes et anciens. Chacun contribue selon ses moyens pour que tous puissent être soignés selon leurs besoins. Aujourd'hui, ce modèle solidaire est menacé. Quand un Calédonien va chez le médecin, il ne le sait pas : son soin est en partie financé par de la dette. Le RUAMM dépense **14 milliards de plus qu'il ne collecte chaque année**. L'hôpital public est en tension. Des fournisseurs ne sont pas payés. Cette dette ne disparaîtra pas seule, elle menace l'accès aux soins de tous.

NOTRE ENGAGEMENT

Finaliser la réforme pour que chacun contribue équitablement selon ses revenus, effacer la dette accumulée pour libérer l'hôpital public de ses entraves, et garantir que notre assurance maladie reste universelle.

URGENGE N°5

Rétablir le droit à la mobilité

Air Calédonie est le seul opérateur de liaisons régulières entre la Grande Terre et les îles. Depuis son placement en redressement judiciaire en avril 2026, c'est bien plus qu'une compagnie aérienne qui est en jeu : c'est l'accès aux soins, la scolarité, la vie économique des îles Loyauté et de l'île des Pins. Un habitant des îles a les mêmes droits qu'un habitant du Grand Nouméa. **La mobilité n'est pas un service commercial, c'est une condition d'égalité.**

NOTRE ENGAGEMENT

Accompagner le redressement judiciaire d'Aircal, mettre en place une gouvernance des transports à l'échelle de la Nouvelle-Calédonie et définir un schéma de mobilité territorial durable et cohérent. L'objectif est simple : garantir des transports terrestres, maritimes et aériens accessibles, fiables et soutenables, pour tous les Calédoniens et pour tous les portefeuilles.

*Répondre aux urgences, c'est indispensable.
Mais ce n'est pas suffisant.*



CHAPITRE V

Reconstruire le *pays*

CHAPITRE V

Reconstruire le *pays*

Si on se contente d'éteindre les incendies sans changer la façon dont on construit, les incendies reviendront.

La Nouvelle-Calédonie de demain doit être plus juste dans ses fondements sociaux, plus solide dans son économie, capable de tenir debout quand les vents se lèvent. Ces chantiers s'inscrivent dans une trajectoire **2026–2031**.

Que personne ne soit laissé derrière

Il y a un contrat implicite qui fonde toute société : ceux qui travaillent toute leur vie ont le droit de vieillir dignement. Ceux qui tombent malades ont le droit d'être soignés. Ceux que la vie fragilise ont le droit d'être soutenus. Ce contrat est menacé en Nouvelle-Calédonie. **Nous voulons le réparer, solidement, durablement.**

Des retraites solides sur le long terme

La stabilisation des retraites des fonctionnaires obtenue en 2024 doit tenir dans la durée. Nous engagerons les ajustements nécessaires pour sécuriser ce régime bien au-delà de 2030 et piloter son équilibre en autonomie, sans dépendre d'interventions d'urgence répétées.

Pour les retraites du secteur privé, le plan d'urgence 2026 doit s'inscrire dans une trajectoire structurelle assumée : contribution progressive selon les revenus, allongement raisonné de la durée de cotisation, protection des petites pensions.

Prendre soin des plus vulnérables

Aujourd'hui, une personne handicapée peut attendre jusqu'à six mois sans financement lors du passage à l'âge adulte. C'est une rupture que personne ne devrait vivre. Nous créerons une **branche « Autonomie »** à part entière, dédiée au handicap et à la perte d'autonomie, financée par une cotisation partagée entre salariés et employeurs, avec des moyens pérennes, un pilotage rigoureux, et une couverture équitable. Nous accompagnerons aussi le maintien à domicile, pour permettre à chacun de vieillir dans sa dignité et ses repères.

Un toit stable pour chaque famille

Près de **9 500 foyers** dépendent de l'aide au logement, dont plus de la moitié gagnent moins que le salaire minimum. Nous pérenniserons ce financement, réviserons les critères pour mieux cibler ceux qui en ont vraiment besoin, et renforcerons la lutte contre les abus.

Nous utiliserons également l'aide au logement comme levier d'accession à la propriété pour les familles modestes, parce qu'avoir un chez-soi, c'est avoir des racines.

L'école doit être sanctuarisée. Aucun enfant ne devrait rentrer chez lui le ventre vide. Aujourd'hui, ce n'est pas une question de principe mais de choix collectif : les ressources existent, notamment au sein du régime des prestations familiales de la CAFAT, qui est excédentaire. Ces moyens doivent être réorientés, avec les communes et les provinces, pour garantir un repas à chaque enfant scolarisé, dans un plan de **gratuité progressive de la restauration scolaire**.

Une société solidaire a besoin d'une économie qui crée de la richesse. L'une ne va pas sans l'autre.

Créer de l'emploi, ici, avec ce que nous avons

La Nouvelle-Calédonie dispose d'atouts extraordinaires : ses ressources naturelles, sa position dans le Pacifique, la créativité de ses habitants. La crise a montré combien nous étions vulnérables quand tout repose sur une seule filière. **La diversification n'est pas une option. C'est une question de survie.**

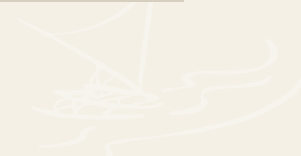
Le nickel : créer de la valeur ici, pas ailleurs

Nous possédons l'une des plus grandes réserves de nickel de la planète. Pendant des décennies, nous avons exporté le minerai pour qu'il soit transformé ailleurs, par d'autres. La transition énergétique mondiale crée une demande inédite pour le nickel de batterie. **C'est notre chance, à condition de ne pas la rater.**

Nous engagerons une stratégie industrielle pour développer la chaîne de valeur locale : transformation sur le territoire, emplois qualifiés créés ici, richesse qui reste en Nouvelle-Calédonie.

Les filières d'avenir

La phase pilote du **chanvre industriel tropical** est engagée : construction biosourcée, isolation, textile, alimentation animale. Nous la structurerons pour en faire une activité locale pérenne d'ici 2030. Nous soutiendrons les start-ups calédoniennes et les industries créatives, et ferons une place à l'innovation sociale et solidaire à impact.



Produire calédonien, consommer calédonien

Chaque produit importé que nous pourrions produire ici, c'est un emploi local en moins et une fragilité en plus. Nous reverrons les normes qui pénalisent les productions locales, développerons les circuits courts dans les cantines scolaires, et accompagnerons les agriculteurs et artisans qui veulent approvisionner le marché local.

Travailler ici, produire ici, c'est bien. Encore faut-il pouvoir y vivre dignement et y construire sa vie.

Se loger, s'enraciner

Le Code de l'habitat adopté lors de cette mandature a posé les premières règles : bail écrit obligatoire, protection des locataires, encadrement des frais d'intermédiation, délai de restitution du dépôt de garantie réduit à quinze jours. **Ce sont des droits concrets que les locataires n'avaient pas avant.**

Nous achèverons ce code en y intégrant les normes d'habitabilité et les mécanismes d'aide publique, parce que savoir que son logement est décent ne devrait pas être un luxe.

Nous développerons des formes de logement adaptées aux modes de vie océaniens : maisons communes, habitat partagé, EHPAD ancrés dans les réalités locales. Et nous ferons de l'accession à la propriété une perspective réelle pour les ménages modestes, pas un horizon inaccessible.

Mais réparer le présent ne suffit pas. Il faut aussi préparer l'avenir et l'avenir, c'est la jeunesse.

Ne pas perdre une génération

Il y a aujourd'hui des jeunes Calédoniens qui quittent le pays par découragement, par manque de perspectives, par sentiment que le pays ne les voit pas, ne les entend pas, n'a rien à leur offrir. **Chaque départ est une perte que nous ne pouvons pas nous permettre.**

Nous créerons des centres d'accompagnement pour les jeunes les plus éloignés de l'emploi et de la formation, pas pour les sanctionner, mais pour les rejoindre là où ils sont. Nous renforcerons les médiateurs scolaires dans les zones les plus exposées au décrochage. Le **Pacte de refondation** nous en donne les moyens : son pilier dédié à la jeunesse mobilise **70 millions d'euros sur cinq ans** pour financer **1 000 parcours d'insertion annuels, 100 postes d'éducateurs et médiateurs**, et la création d'une nouvelle compagnie du RSMA dans le Grand Nouméa. Ces dispositifs existent, il faut maintenant les déployer sans attendre.

Nous développerons des dispositifs de mobilité régionale dans le Pacifique pour que nos jeunes puissent se former, s'ouvrir, et revenir enrichis. Nous soutiendrons la culture et le sport comme vecteurs d'identité et de fierté, parce qu'une société qui ne transmet pas ce qu'elle est ne sait plus où elle va.

Une politique qui ne laisse personne au bord du chemin

Notre combat n'est pas contre les riches. Il est contre la pauvreté. Ces deux choses ne sont pas pareilles et la confusion entre elles a trop longtemps empoisonné le débat public.

Nous construirons avec les partenaires sociaux un système fiscal et social plus lisible, plus juste, et financièrement soutenable, pour que ceux qui sont en difficulté ne soient pas abandonnés, et que ceux qui réussissent ne soient pas stigmatisés.

Nous ferons de la lutte contre les **violences intrafamiliales** une priorité transversale, parce que la paix sociale commence à la maison. Et nous affirmons sans ambiguïté : être pauvre en Nouvelle-Calédonie n'est pas une faute. C'est une situation à laquelle la politique doit répondre.

Mais voilà la vérité que nous devons dire : aucun de ces chantiers ne tiendra si nous ne changeons pas profondément la façon dont le pouvoir s'exerce dans ce pays.



CHAPITRE VI

Gouverner *autrement*

CHAPITRE VI

Gouverner *autrement*

Il y a une leçon que le 13 mai 2024 nous a imposée brutalement : on ne gouverne pas un pays contre ses habitants. Ni sans eux.

La distance entre les citoyens et les institutions n'est pas seulement un problème de communication. C'est un problème de légitimité, et sans légitimité, les réformes les plus nécessaires deviennent les plus fragiles.

Des réformes imposées sans explication ne durent pas. Des projets construits sans les gens qu'ils concernent échouent. Une reconstruction qui ne réconcilie pas les citoyens avec leurs institutions ne tient pas. C'est pourquoi gouverner autrement n'est pas une page de plus dans ce programme. C'est la condition de toutes les autres.

Gouverner autrement, pour nous, c'est la colonne vertébrale de tout ce qui précède. Ce n'est pas une bonne intention. C'est une exigence de fond.

Associer les citoyens aux décisions

Trop souvent, les Calédoniens découvrent les décisions qui les concernent après qu'elles ont été prises dans une salle de réunion dont ils étaient absents. **Ils n'ont pas à accepter cela.**

Plus de **1 300 Calédoniens** ont participé à l'étude « Imaginons ensemble la démocratie participative ». Ils ont dit qu'ils voulaient être entendus, pas seulement pendant les campagnes, puis oubliés.

Nous créerons une **Assemblée citoyenne** : 24 Calédoniens tirés au sort, représentatifs de la diversité du territoire, chargés de travailler sur des sujets stratégiques et de soumettre leurs propositions au Congrès. Ce n'est pas pour remplacer les élus, c'est pour nourrir la décision publique d'une parole directe, libre des calculs partisans. Ce dispositif sera renouvelé chaque année et intégré au fonctionnement ordinaire de nos institutions.

La démocratie ne s'arrête pas le soir du vote.

Rendre des comptes, vraiment

Nous avons nous-mêmes engagé cette exigence. La **réforme de la CLR** a été construite avec les partenaires sociaux, expliquée, assumée et ses résultats sont publics. Retour à l'équilibre dès fin 2024. Trésorerie reconstituée. C'est ce que produit la transparence quand elle est réelle.

Nous généraliserons cette méthode : chaque texte déposé au Congrès sera accompagné d'une **fiche d'impact** : objectifs clairs, indicateurs mesurables, coût estimé. Après la mise en œuvre, une évaluation indépendante dira si ça a fonctionné. Les résultats seront publics.

Les citoyens auront le droit de savoir ce que font leurs élus de leur argent. **Et si une réforme ne produit pas les effets attendus, nous le dirons et nous la corrigerons.**

Moderniser l'administration pour qu'elle serve

La fonction publique calédonienne est composée de femmes et d'hommes engagés. Mais le cadre dans lequel ils évoluent est souvent inadapté : contractuels sans perspectives, carrières bloquées, métiers en tension sans réponse de recrutement.

Nous moderniserons cet appareil : valorisation du doctorat, stages étudiants valorisés dans les parcours de titularisation, inspection générale des services. Et nous créerons un outil de transparence public sur les effectifs, les recrutements et les besoins en compétences de l'administration.

Décider avec la réalité, pas malgré elle

Il y a une condition que personne ne dit assez : on ne peut pas bien gouverner sans savoir ce qui se passe vraiment. Des décisions prises sans données fiables, c'est du tir à l'aveugle, avec l'argent des Calédoniens et leur avenir comme cibles. La Nouvelle-Calédonie a engagé un travail sérieux pour se doter d'une véritable **politique de la donnée**, co-construite avec les acteurs publics, privés et académiques du territoire.

Nous nous engageons à la faire vivre : pour que les politiques de santé s'appuient sur des chiffres réels, que les aides sociales atteignent ceux qui en ont besoin, que les décisions d'investissement reposent sur des faits plutôt que sur des intuitions.

La donnée n'est pas un sujet d'experts. C'est le carburant d'une bonne décision publique.

Le dialogue comme discipline

Nous refusons l'affrontement permanent. Non par faiblesse mais par conviction. On ne résout pas des problèmes aussi complexes que ceux de la Nouvelle-Calédonie par des coups de force. **On les résout par le dialogue, la négociation, la recherche du consensus.**

Ce n'est pas une posture morale. C'est une méthode. Et elle fonctionne quand on l'applique vraiment, pas seulement quand ça arrange.

CHAPITRE VII

Ce que nous *portons*

Ce programme est dense, parce que la situation l'exige. Voici ce que vous pouvez retenir, et ce que vous pouvez nous demander.

1 La vérité plutôt que les promesses.

Nous disons ce qui est cassé, même quand ça fait mal à entendre. Nous ne promettons que ce que nous pouvons tenir. Et nous rendrons compte de ce que nous faisons.

2 La protection plutôt que l'abandon.

Chaque Calédonien mérite de se soigner, de partir à la retraite dignement, d'avoir un toit. Ce n'est pas un privilège, c'est un droit, et nous le défendrons.

3 La paix plutôt que l'affrontement.

La Nouvelle-Calédonie ne se reconstruit pas dans la division. Nous refuserons toujours la logique des camps. Non par naïveté, mais parce que l'affrontement permanent a déjà failli nous détruire.

4 Le résultat plutôt que l'intention.

Ce que nous faisons sera évalué, publié, assumé. Si une réforme ne produit pas les effets attendus, nous le dirons et nous la corrigerons. La redevabilité n'est pas une option.

5 L'avenir plutôt que le passé.

Nous ne choisissons pas entre le Oui et le Non d'hier. Nous choisissons la Nouvelle-Calédonie de demain, celle qui fait une place à chacun, et qui garantit à tous le droit au bonheur.

*Cessons d'être passagers,
Soyons capitaine de notre destin.*

CHAPITRE VIII

L'appel

La Nouvelle-Calédonie est à un carrefour.

D'un côté, il y a le chemin que nous connaissons trop bien : les mêmes camps, les mêmes querelles, les mêmes postures, pendant que les régimes sociaux se dégradent, que les jeunes partent, que la pauvreté s'installe, et que le pays se divise un peu plus à chaque élection.

De l'autre, il y a le chemin que nous proposons. Celui qui ne promet pas de miracle. Celui qui demande du courage aux élus comme aux citoyens. Celui qui dit la vérité, engage les réformes nécessaires, et parie sur la capacité des Calédoniens à se retrouver au-delà de leurs différences.

Nous ne vous demandons pas un vote de confiance aveugle. Nous vous demandons un vote de lucidité.

La réalité, c'est un enfant qui saute le repas du midi parce que sa famille ne peut pas payer la cantine. C'est un malade qui renonce à se soigner parce que le ticket modérateur a doublé. C'est un jeune qui fait ses valises parce que le pays ne lui offre rien. C'est un retraité qui attend son virement en se demandant s'il arrivera.

Ce n'est pas une fatalité. C'est le résultat de choix, et des choix, ça se change.

Rétablir le filet social. Diversifier l'économie. Rendre la mobilité aux îles. Garder nos jeunes ici. Pas par idéologie. Par nécessité. Et avec les moyens que nous avons identifiés, chiffrés, assumés.

On ne reconstruit pas un pays en laissant la moitié de ses habitants au bord du chemin.

Ce chemin existe. Il a déjà été défriché.

Il doit maintenant s'élargir.

Il n'attend que celles et ceux qui refusent la fatalité, qui choisissent de construire plutôt que d'affronter, de réparer plutôt que d'accuser, de regarder vers demain plutôt que de ressasser hier.

Ce que nous voulons, au fond, c'est simple : que chaque Calédonien, quelle que soit son origine, sa communauté, son histoire, puisse vivre dignement dans son pays. Y travailler, y élever ses enfants, y vieillir en sécurité.

C'est cela, le droit au bonheur.

C'est cela que nous défendons.

*Un autre monde est possible.
Il commence le 28 juin.*

L'Éveil Océanien

« La troisième voie, comme une évidence. »

